

A partir de Monterrey: un avertissement du Canada

ARMINE YALNIZYAN¹



La Conférence internationale sur le Financement du développement de Monterrey représente un moment historique: pour la première fois, les Nations-Unies siègeront aux côtés du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC pour négocier une cause commune. Quelle vision dominera? Celle des Nations-Unies, qui définit où nous devrions aller, mais pas comment nous y rendre à partir d'ici? Ou celle du FMI-Banque mondiale-OMC qui nous dit quel chemin prendre, mais non quoi faire à notre arrivée? Le Canada, après avoir suivi à la lettre le plan de campagne du FMI-Banque mondiale-OMC, met fortement en garde contre ce plan

Ce qui suit est un message de prudence d'un pays qui a suivi, à la lettre, les étapes actuellement proposées comme l'agenda du Financement du développement. Les résultats présentés ici devraient soulever la question de savoir s'il était prudent d'adopter cet agenda à l'échelle globale.

Créer un climat favorable aux affaires

Réduire la taille du gouvernement

- Réduction la plus forte de la taille du gouvernement, parmi les pays du G-7.²
- Rôle des autorités fédérales contracté de 16% du PIB (1990) à juste au-dessus de 11% (2000).³
- La plus petite taille de gouvernement depuis 1951, à travers la réduction des dépenses et les coupes fiscales.

Rehausser la confiance par la baisse de l'inflation, la baisse des coûts de l'emprunt

- Taux moyen d'inflation de 1,7% au cours des 5 dernières années.
- Inflation bien en-dessous de celle des autres pays du G-7,⁴ plus faible qu'elle l'a été depuis 1965.⁵
- Taux prêteur de référence pour les affaires à son niveau le plus bas, à 3,75%.
- Niveau antérieur le plus bas entre novembre 1944 et mars 1956, à 4,5%.

S'appuyer de plus en plus sur le commerce

- Les exportations ont plus que doublé au cours des années 90.
- La part des exportations dans l'économie s'est accrue, de 24% en 1990 à 43% dès 2000.
- La part dans Etats-Unis dans le total des exportations canadiennes s'est accrue de 74% en 1990 à 87% en 1999.⁶

Attirer davantage d'investissement étranger

- L'investissement étranger direct en direction du Canada s'est accru de 130 milliards à 292 milliards de dollars CA entre 1999 et 2000.⁷
- Comme part de l'économie, il est passé de 18,6% du PIB en 1985 à 28% en 2000.
- Comparée à d'autres pays du G-7, l'économie canadienne est très ouverte: la moyenne du G-7 au cours de la même période est passée de 5,2 à 9,5% du PIB.⁸

Ces quatre étapes sont au cœur du modèle qui sera présenté lors des pourparlers de Monterrey. La promotion de la «convergence de politique» renvoie à la convergence en vue de la libéralisation des échanges et de la privatisation, apparemment au profit de tous. Dans l'immédiat, ces politiques nécessitent la réduction des gains de développement social pour les moins puissants, sous prétexte de lendemains meilleurs.

Le résultat de la mise en œuvre de ces changements politiquement difficiles a été l'amélioration des «fondamentaux économiques», c'est-à-dire la baisse des taux d'intérêt, et la baisse de l'inflation. Bien que ces conditions aient contribué à la croissance rapide de l'économie, d'autres avantages économiques, tels que la baisse des taux de chômage, et la hausse des revenus, ont été plus lents à suivre. Ce modèle de croissance a, de manière caractéristique, des impacts différents sur l'économie et sur les personnes.

Résultats pour l'économie canadienne

Croissance économique

- De 1990 à 2000, il y a eu une croissance économique de 55% en termes nominaux, et de 31% en termes ajustés à l'inflation.⁹ (1990 comme 2000 ayant été des pointes dans le cycle économique, ceci reflète également la croissance de la capacité productive de l'économie).
- Plus de mille milliards de dollars CA produits annuellement dès 2000, 374 milliards de plus qu'en 1990, ce qui crée une capacité beaucoup plus grande de financement des initiatives de développement social.
- Le chômage a baissé brièvement à son niveau le plus bas depuis 25 ans, à 6,6% en juillet 2000. En décembre 2001, le taux était de 8%.

Excédents budgétaires records au niveau fédéral

- L'année budgétaire 2000-2001 a été la quatrième année consécutive au cours de laquelle le gouvernement fédéral a enregistré des excédents

1 Chercheur associé, Canadian Centre for Policy Alternatives.

2 Gouvernement du Canada, Département des finances, *Fiscal Reference Tables*, septembre 001, tableau 54.

3 *Ibid.* tableau 8. Ces années budgétaires sont des pointes du cycle économique, de sorte que la contraction n'est pas due simplement au renforcement de l'économie.

4 Département des finances, Canada. *A Report on Plans and Priorities*, Estimations 2001-02, p. 11.

5 Statistiques Canada. Indice des prix à la consommation, CANSIM P200000. Notez que le gouvernement s'est servi de la War Measures Act du 18 octobre 1941, durant la Seconde guerre mondiale, pour fixer des limites aux salaires et aux prix. Les mesures ont été supprimées en 1945, à la fin de la guerre, et les prix ont connu une croissance annuelle moyenne de 7% jusqu'en 1952.

6 Tous les chiffres sont de Industrie Canada, *Departmental Performance Report 2000/2001*, 31 mars 2001, Section 2.4. Accessible en ligne à: <http://www.ic.gc.ca/cmb/welcmeic.nsf/532340a8523f337185649d006b119d/030fbd4595e348cd05256b03004eec15/> OpenDocument

7 *Ibid.*

8 Industrie Canada, Micro-Economic Policy Analysis Branch, *The Trade and Investment Monitor, Fall/Winter 1999/2000*, pp. 24-26.

9 Statistiques Canada, *National Accounts*, Gross Domestic Product Expenditure-Based CANSIM 14840, CANSIM 100126.

budgétaires. Ceci s'était produit pour la dernière fois au cours des quatre années menant à l'année budgétaire 1951-52.

- L'échelle des excédents actuels est sans précédent. En novembre 2000, les estimations sur un horizon de 5 ans portaient sur des chiffres allant de 150 milliards à près de 200 milliards de dollars CA.¹⁰

Baisse de la dette fédérale

- La dette publique fédérale nette est tombée de 70,7% du PIB en 1995-96 à 51,8% en 2000-01.
- Taux de réduction de la dette le plus rapide et le plus profond parmi les pays du G-7.¹¹
- La dette publique du Canada a été réduite de 35,8 milliards de dollars CA entre 1996-97 et 2000-01, ce qui fait de la réduction de la dette un des plus grands programmes de dépenses publiques des années 90.
- Un montant record de 17,1 milliards de dollars CA a été versé par le gouvernement fédéral dans la seule période 2000-01.

Réductions fiscales importantes

- Le gouvernement fédéral a planifié des réductions fiscales d'un montant de 100 milliards de dollars CA au cours des 5 prochaines années, la méthode clé pour éliminer les excédents budgétaires. Ce sont les réductions les plus importantes de l'histoire canadienne.
- Les coupes fiscales ont réduit les recettes fédérales de 17 milliards de dollars CA en 2000-01, chiffre estimé et s'élève à 20 milliards de dollars en 2001-02. Pour mettre ceci en perspective, il y avait moins de 7 milliards de dollars CA de hausse des dépenses sur les programmes pour l'économie canadienne en 2000-01.
- La promesse de coupes fiscales reste sacro-sainte, en dépit de l'accentuation du fléchissement économique déclenché par les événements du 11 septembre. Accélérer la réduction des recettes fiscales tout en dépensant davantage pour la sécurité signifie que d'autres dépenses nationales seront réduites.

Résultats pour la population canadienne

La mise en place d'un environnement propice à l'investissement dans les affaires et la réduction de la taille du gouvernement ont abouti au fait qu'il y a moins de mécanismes pour garantir que les avantages de la croissance iraient à tous les citoyens.

Inégalité accrue

- Seuls les premiers 20% des familles ont vu leur revenu s'améliorer au cours des années 90. Ces familles comptaient, en 99, pour 44% du total des gains, alors que la part de gains était en baisse pour tous les autres groupes.¹²
- L'écart de revenu après impôt, entre riches et pauvres, était plus grand en 1999 qu'en 1990, un résultat des tendances dans les gains, de la réduction des soutiens au revenu – qui affectent davantage ceux qui sont au bas de l'échelle – et de l'accélération des réductions fiscales – qui avantagent le plus ceux qui sont au sommet.
- En examinant la richesse plutôt que le revenu, les premiers 20% de la population ont vu s'accroître leur valeur nette médiane de 39% entre 1984 et 1999, passant à 70% de la richesse personnelle totale. Les 20% inférieurs ont vu leur part de richesse virtuellement inchangée, à près de 0%.¹³

Pénurie alimentaire plus grande

- Le nombre de personnes recevant des produits alimentaires pour une aide d'urgence d'une banque alimentaire a doublé entre 1989 et 2000, passant à

plus de 760.000 personnes. Près de 40% des personnes qui dépendaient de ces programmes étaient âgés de moins de 18 ans.¹⁴

- Dans la seule ville de Toronto, le nombre de personnes dépendant des banques alimentaires est passé à 140.000 en 2001, soit une hausse de 22% depuis 1995, en dépit de la forte croissance économique.¹⁵
- Un plus grand nombre de femmes dépendent actuellement de ces programmes, leur nombre passant de 51 à 58% de l'ensemble des bénéficiaires.

Eau de consommation insalubre

- Il continue à y avoir de plus en plus de cas de contamination de l'eau potable à travers le pays.
- En 2000, 7 personnes sont décédées à cause de la bactérie E-Coli, à Walkerton, en Ontario et plusieurs milliers de personnes sont tombées malades. En dépit de ceci, 7.000 personnes, en 2001, ont été infectées lors d'une épidémie de cryptosporidiose à Saskatchewan, dans le North Battleford; dans la moitié des 500 communautés du Newfoundland, un avis a été diffusé conseillant de faire bouillir l'eau durant l'été; une des plus grandes villes du pays (Vancouver) a publié, début 2002, un avertissement à ses résidents concernant la sécurité sanitaire de l'eau.
- On estime à 1 milliard de dollars CA par le seul financement fédéral nécessaire au cours des 10 prochaines années pour entretenir les systèmes des infrastructures d'alimentation en eau salubre dans les municipalités.¹⁶
- Le gouvernement fédéral a engagé 2,65 milliards de dollars CA sur les 6 prochaines années pour l'ensemble de l'investissement dans les infrastructures.

Baisse de l'accès à une éducation et à des soins de santé publics de qualité

- La réduction des financements a accru l'effectif des classes et réduit les ressources pédagogiques dans l'enseignement primaire public.
- Les inscriptions dans les écoles privées sont en hausse, avec 5,6% de tous les enfants dans les écoles primaires et secondaires en 1998-99, alors que ce chiffre était de 4,6% en 1987-88.
- Les frais d'études dans les institutions post-secondaires se sont accrues d'environ 126% entre 1990 et 2000, en raison des fortes réductions dans les dépenses publiques.
- Les frais universitaires sont en train d'être déréglés, ce qui signifie qu'il n'y a plus de plafond. Pour une licence en droit à l'Université de Toronto, on compte actuellement près de 13.000 dollars CA l'an, et il y a des plans pour rehausser ce coût à 25.000 dollars CA dans plus d'une grande institution universitaire.
- Le financement des soins de santé a connu des coupes considérables dans le budget de 1995, et le financement fédéral n'est toujours pas à des niveaux comparables à ceux de 1994.¹⁷ La crise (prévisible) que ceci a entraîné dans la mise en place des soins de santé a remis en question la «viabilité» des systèmes actuels de soins de santé.
- Dans la seule année 2002, il y aura 3 commissions de haut niveau pour examiner de «nouvelles» manières de financer, ou de revoir à la baisse, ces systèmes.

Conclusion

L'expérience canadienne montre que même si la croissance économique peut promettre une meilleure qualité de vie, les moyens peuvent dépasser la fin. Les objectifs de la Déclaration universelle des droits de l'homme, autrefois apparemment aisés à assurer dans des pays nantis tels que le Canada, deviennent de plus en plus éloignés pour un nombre croissant de citoyens. ■

10 Armine Yalnizyan, *What would they do with the surplus?* Ottawa : Canadian Centre for Policy Alternatives, novembre 2000, pp. IV et 6.

11 Gouvernement du Canada, Département des finances, *Annual Financial Report of the Government of Canada, Fiscal Year 2000-01*, p. 5.

12 Statistiques Canada, *The Daily*, 6 novembre 2001, «Family Income».

13 Livio Di Matteo, «Middle Class Gains the Most from Redistribution of Wealthy Line», *National Post*, 28 août 2001, p. C15.

14 Carly Steinman, «A Surplus Of Hunger: Canada's Annual Survey of Emergency Food Programmes», préparé pour l'Association canadienne des banques alimentaires, octobre 2000.

15 Daily Bread Food Banks, *Who's Hungry Now : Food Recipient Profiles, 1995 to 2001*, Toronto : 2001.

16 Fédération des municipalités canadiennes, 2001, p. 22.

17 Un programme pluriannuel de 21 milliards de dollars CA réinjectant des fonds fédéraux est prévu pour le ramener à ce niveau au cours des 4 prochaines années. Voir les détails à : <http://www.fin.gc.ca.fedprov/cimefe.html>

18 Parti libéral du Canada, *Creating Opportunity : The Liberal Plan for Canada*, Ottawa: 1993, p. 73.